

LA PRESSE NOUVELLE Magazine Progressiste Juif

La PNM aborde de manière critique les problèmes politiques et culturels, nationaux et internationaux. Elle se refuse à toute diabolisation et combat résolument toutes les manifestations d'antisémitisme et de racisme, ouvertes ou sournoises. La PNM se prononce pour une paix juste au Proche-Orient, basée sur le droit de l'État d'Israël à la sécurité et celui du peuple palestinien à un État.

ISSN: 0757-2395 MENSUEL ÉDITÉ PAR L'U.J.R.E. Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide Le N° 6,00 €

75e anniversaire de la création de l'État d'Israël

Editorial



LEURS LUTTES SONT NOTRE BIEN COMMUN

par Jacques Lewkowicz

Le trait le plus caractéristique du mouvement social que nous vivons est qu'il se heurte à un pouvoir qui affiche une totale fermeture à tout dialogue véritable. Certes, des consultations ont été menées auprès des organisations syndicales, à la SNCF. Mais à aucun moment, face au mouvement déterminé des cheminots, elles n'ont débouché sur des propositions de compromis, sur des négociations. Au contraire, le gouvernement affiche sa volonté de restructurer en s'acheminant vers des privatisations qui ont fait la preuve de leur nocivité dans des pays voisins. Le conflit ferroviaire est loin d'être isolé. Dans de nombreux secteurs, des luttes chaque jour plus massives se font jour.

Le président de la République conteste la possibilité d'un rassemblement de l'ensemble de ces conflits dans un ensemble cohérent. Bien sûr, les revendications propres à chacune de ces épreuves de force sont variées. Mais elles se heurtent toutes à une logique unique. Qu'il s'agisse des universités qui doivent accueillir plus d'étudiants avec moins de moyens, des salariés de Carrefour en lutte pour leurs rémunérations, de ceux d'Air France dont les enjeux rejoignent ceux de la SNCF, des personnels des hôpitaux et des EHPAD qui doivent pallier les manques criants d'effectifs et des autres salariés en lutte, tous sont dans l'action parce qu'ils font face à une mise en coupe réglée de leurs activités sous les contraintes d'une réduction du rôle de l'État, d'une baisse des dépenses publiques, d'une place prioritaire donnée au critère du profit privé maximum dans toutes les décisions économiques, d'une recherche de privatisation du maximum d'activités, au prétexte d'une très mythique « main invisible » qui assurerait le bien-être général alors qu'en pratique, elle n'apporte que déséquilibre et blocage du développement humain.

En cette période qui est celle de la commémoration de la création du Conseil national de la Résistance le 27 mai 1943, nous avons toutes les raisons de nous opposer à cette offensive contre ce qui fut son programme de solidarité nationale. ■ 16 avril 2018

A la « une » de la Naïe presse du 15 mai 1948, en manchette, en haut, « L'Etat juif est proclamé ». En titre : « Juifs de Paris pour fêter l'évènement historique, venez tous jeudi au Vélodrome d'hiver ».

DE 1897 À 1948 - LA LONGUE GESTATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

À l'issue du premier Congrès sioniste mondial, à Bâle, le 31 août 1897, Theodor Herzl écrit dans son Journal : « Aujourd'hui, j'ai fondé l'État juif. Si je le disais publiquement, on me rirait au nez, mais dans cinq ans peut-être et dans cinquante ans sûrement, on comprendra. » ■ ■ ■ (suite de l'article de D. Vidal « De 1897 à 1948 - La longue gestation de l'État d'Israël » en page 3)

© Coll. La Contemporaine

CARNET

LARISSA WUZEK-GRUSZOW

Nous avons appris avec une immense tristesse la mort le 19 avril 2018 de notre grande amie **Larissa Wuzek-Gruszow**. Sa vie et celle de sa famille sont représentatives de l'histoire de cette génération de juifs d'Europe de l'Est.

Son père, Efraïm Wuzek, avait été membre du Parti communiste polonais avant de devenir permanent de celui de Palestine. En 1937, après avoir purgé une peine de prison, il sera expulsé de Palestine avec son épouse et Larissa, née en 1935 à Tel-Aviv. Arrivé en France, il milite immédiatement avec les juifs communistes et s'engage dans les Brigades internationales où il tient un journal de la compagnie Botwin. Il sera interné dans le Sud de la France avant de rejoindre l'armée britannique en Algérie.

Restée en France, sa femme trouvera la mort à Auschwitz pendant que Larissa sera sauvée par Sophie Schwartz*, dont elle n'aura de cesse de la faire reconnaître « Juste parmi les Nations ».

Nous avons en mémoire la photo de 1945 qui la représente, enfant, assise à ses côtés. Celle-ci, aidée de Suzanne Spaak* et d'une quarantaine de femmes, avait enlevé une soixantaine d'enfants du Foyer de l'UGIF de la rue Lamarck.



Larissa Wuzek et Sophie Schwartz, 1945
Mémorial de la Shoah / CDJC
coll. Wuzek Gruszow

En 1948, elle part avec son père pour la Pologne qu'elle quittera avec son mari Jules Gruszow, après la vague d'antisémitisme de 1957, pour la Belgique. Le livre *La compagnie Botwin : Combattants juifs de la guerre d'Espagne* d'Efraïm Wuzek, traduit du yiddish par Jacques Kott, contient un avant-propos passionnant et émouvant de Larissa. En une soixantaine de pages, elle fait part avec infiniment de discrétion de son enfance, et retrace l'histoire de son père et de cette génération de juifs communistes « prêts à sacrifier leur vie pour leur idéal ».

Passionnée par la politique, désireuse de transmettre aux jeunes le sens de l'engagement des résistants, elle militait pour la paix au Proche-Orient et dans le monde. Elle avait accepté avec enthousiasme de devenir marraine de MRJ-MOI, se définissant comme enfant sauvée par la section juive de la MOI et par le MNCR. Elle était fière de ses enfants et petits-enfants. L'UJRE leur présente ses condoléances et s'associe à leur chagrin. ■

* Sophie Schwartz-Micnic, qui créa l'Union des femmes juives pour la paix et contre le fascisme, organisa pendant la Seconde Guerre mondiale le sauvetage de centaines d'enfants juifs, tout comme Suzanne Spaak, membre du MNCR, qui fut exécutée en Allemagne pour sa participation au réseau de renseignements soviétique *Orchestre rouge*.



DERNIÈRE MINUTE

Un certain nombre de personnalités « de gauche et de droite » et des artistes, menés par **Philippe Val**, l'ancien patron de *Charlie Hebdo*, appellent à faire de la lutte contre l'antisémitisme une « cause nationale ». Ils dénoncent, dans un amalgame repoussant, les musulmans d'être les initiateurs d'un « nouvel antisémitisme ». **Dominique Vidal** reviendra dans le numéro de juin de la *PNM* sur cette piteuse initiative de division. ■

23/04/2018

..... **Communiqué**

MERCI DE PRENDRE NOTRE DÉFENSE, MAIS PAS DE CETTE FAÇON !



Par un manifeste, paru dans *Le Parisien Libéré*, 300 personnalités prétendent lutter contre l'antisémitisme. En contradiction flagrante avec les conclusions des travaux commandés par la Commission nationale consultative des droits de l'homme, les signataires utilisent les mots manifestement outranciers de « terreur » et d'« épuration ethnique ». Ils tendent à faire de l'islam radical la cause principale de l'antisémitisme, ce qui est ignorer non seulement l'antisémitisme traditionnel, mais, au-delà de causes religieuses ou idéologiques, la désespérance provoquée par les discriminations de toute nature qui frappent les jeunes de banlieue comme l'attestent les travaux du Défenseur des droits.

Quant à la dénonciation d'un supposé antisémitisme de la gauche radicale, on cherche en vain dans ses principales composantes, qu'elles soient communiste, insoumise ou écologiste, le moindre fait concret permettant d'étayer une pareille accusation infâme.

L'assimilation entre antisionisme et antisémitisme, ne distinguant même pas la légitime critique de la politique du gouvernement israélien, relève de la même infamie outrancièrement simplificatrice. Opérant un parallèle fallacieux avec la modification d'une prière catholique abrogeant la mention du « juif perfide », ces signataires n'hésitent pas à demander, de façon totalement absurde, non pas la modification d'une prière, mais la suppression de textes du Coran, alors même qu'en l'absence d'autorité hiérarchique propre à l'islam, une pareille demande est dénuée de sens.

Le conflit israélo-palestinien est le grand absent de ce texte alors, pourtant, que l'instauration d'une paix juste au Proche-Orient contribuerait grandement à éradiquer l'antisémitisme.

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) remercie les signataires du Manifeste de vouloir lutter contre l'antisémitisme. Elle reste convaincue que la méthode adoptée est la pire de celles à disposition. Car la lutte contre l'antisémitisme, par des méthodes éducatives autant que répressives, est vouée à l'échec si elle est dissociée de la lutte contre tous les racismes. ■ 24/04/2018

VIE DES ASSOCIATIONS

- 27 MAI -



JOURNÉE NATIONALE DE LA RÉSISTANCE

Anniversaire de la création, en 1943, du Conseil National de la Résistance qui allait unifier les divers courants de la Résistance. C'est aussi en 1943 que fut créée l'UJRE pour réunir tous les mouvements clandestins de résistance issus de la section juive de la MOI. Rappelons ce propos de Jankélévitch : *Des quatre lettres de l'UJRE, la plus importante c'est le R*. Importante parce qu'expression d'un humanisme insurgé contre la barbarie, et nos commémorations ne sont rien si elle ne sont pas d'abord affirmation de cet humanisme toujours à recréer. C'est cet élan que nos commémorations doivent transmettre. Et comme « le verbe résister se conjugue toujours au présent », ainsi que l'enseignait inlassablement Lucie Aubrac, battons-nous aussi contre le démantèlement acharné du programme du CNR dont on nous arrache méthodiquement tous les acquis. Participons largement aux commémorations !

- **Mairie du 6^e – 10:45** Dépôt de gerbes – spectacle « Si c'était moi » – **12:15 et 14:15** Performances poétique et musicale par la compagnie du Lampion
- **48 rue du Four (lieu de la réunion constitutive du CNR) – 15:30** Dépôt de gerbes, interventions du maire du 6^e et du Comité Parisien de la Libération, partie artistique.
- **Jardin des Champs-Élysées à Rond-point des Champs-Élysées Paris 8^e – 17:15** Hommage à Jean Moulin et dépôt de gerbes
- **Arc de Triomphe – 18:30** Ravivage de la Flamme

En ce 75e anniversaire, très riche programmation de la JNR du 25 au 27 mai : expositions, conférences, spectacles... accessible par Internet : jnr-cpl.com ou Jnr27mai@outlook.fr ou www.facebook.com/Journeenationaledelaresistance ■

L'AGENDA DE LA MÉMOIRE

8/05. en 1945, capitulation sans conditions de l'Allemagne nazie, un événement dûment célébré par tous les antifascistes – **77e anniversaire de la Rafle du Billet Vert** : • **13/05** Commémoration aux camps d'internement de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers. Départ à 7 h en car, inscription obligatoire (01 53 01 17 18 ou mathias.orjekh@memorialdelashoah.org) **10 h.** Dépôt de gerbes à Beaune-la-Rolande, devant le monument des Déportés (rue des Déportés) **11h30.** Cérémonie principale à Pithiviers (square Max Jacob) • **14/05 à 14h45** : Dévoilement d'une plaque à la mémoire des populations internées dans l'ancienne caserne des Tourelles, entre 1940 et 1944, 163 Bd. Mortier Paris 20^e ■

HOMMAGE



Hommage à Eva

L'Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide (UJRE) a le plaisir de vous inviter à l'hommage qu'elle rendra à Eva Golgevit **le dimanche 20 mai 2018 à 15h** à l'« Espace Mémoire du 14 » – 14 rue de Paradis Paris X^e
RSVP – Merci de confirmer votre présence à hommageaeva@orange.fr
En cas de nécessité, appelez l'UJRE au 01 47 70 62 16

Programme

- Accueil par Claudie Bassi-Lederman, présidente déléguée de l'UJRE présidente de MRJ-MOI
- Prises de parole
- Lecture de poèmes d'Eva
- Chants avec Jacinta

Venez avec vos poèmes, témoignages, photos et chants ...

Et nous chanterons
a gleyzele lekhaïm
autour du verre de l'amitié.

LA PRESSE NOUVELLE

Magazine Progressiste Juif
fondé en 1934

Éditions :

1934-1993 : quotidienne en yiddish, *Naïe Presse*
(clandestine de 1940 à 1944)

1965-1982 : hebdomadaire en français, *PNH*
depuis 1982 : mensuelle en français, *PNM*
éditées par l'U.J.R.E

N° de commission paritaire 061 9 G 89897

Directeur de la publication
Jacques LEWKOWICZ

Rédacteur en chef
Bernard Frederick

Conseil de rédaction

Claudie Bassi-Lederman, Jacques Dimet,
Jeannette Galili-Lafon, Patrick Kamenka,
Nicole Mokobodzki, Roland Wlos

Administration - Abonnements
Secrétaire de rédaction
Tauba Alman

Rédaction - Administration
14, rue de Paradis
75010 PARIS

Tel : 01 47 70 62 1 6

Fax : 01 45 23 00 96

Courriel : lujre@orange.fr

Site : <http://ujre.monsite-orange.fr>
(bulletin d'abonnement téléchargeable)

Tarif d'abonnement

France et Union Européenne :

6 mois 30 euros

1 an 60 euros

Étranger (hors U.E.) 70 euros

IMPRIMERIE DE CHABROL

PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je souhaite m'abonner à votre journal
"pas comme les autres"
magazine progressiste juif.
Je vous adresse ci-joint mes nom, adresse
postale, date de naissance, mël et téléphone

PARRAINAGE
(10 € pour 3 mois)

J'OFFRE UN ABONNEMENT À :

Nom et Prénom

Adresse

Téléphone

Courriel

DE 1897 À 1948 - LA LONGUE GESTATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

par **Dominique Vidal** *

(Suite de la page 1)

Déclaration prémonitoire : un demi-siècle plus tard, Israël voit le jour, et la Palestine disparaît [1]. Pourtant, lorsqu'il meurt le 3 juillet 1904, **Herzl** n'a pas trouvé de soutien international à l'objectif du Congrès : « *Obtenir pour le peuple juif en Palestine un foyer reconnu publiquement et garanti juridiquement.* » C'est en vain qu'il a rencontré le Sultan ottoman, les ministres du Tsar, le Kaiser, le Pape.

La clé se trouvait à Londres. « *Avec l'Angleterre en guise de point de départ, écrivait Herzl, nous pouvons être assurés que l'idée sioniste s'élancera plus avant et plus haut que jamais auparavant.* »

Le mouvement sioniste devra attendre encore treize ans. Le 2 novembre 1917, le secrétaire au Foreign Office, **Lord Arthur James Balfour**, écrit à Lord Lionel Walter Rothschild que le gouvernement de Sa Majesté « *envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un Foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif.* » Et d'ajouter : « *étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, ou aux droits et statut politiques dont les Juifs jouissent dans tout autre pays.* »

Lorsque le *Times* publie le texte, il l'intitule « *Palestine for the Jews. Official Sympathy.* ». Cette « *sympathie* » que recherche Londres, c'est celle des Juifs du monde entier, dans une Première Guerre mondiale indécise. Avec la promesse d'un « Foyer national », ils pourraient notamment contribuer à accélérer l'engagement des États-Unis et éviter le désengagement de la Russie. Alors ministre de l'Armement, Winston Churchill ne le dissimule pas : « *L'année 1917 marque peut-être la période la plus sombre de la guerre, écrivait-il. [...] C'était l'époque où les éléments les plus résolus du gouvernement britannique cherchaient à enrôler toute influence capable de garder unies à la tâche les nations alliées.* »

La démarche va cependant au-delà de la guerre. Obsédé par la sécurité de son système colonial, le Royaume-Uni redoute l'emprise de la France sur la Palestine. « *Une Palestine juive, susurre Haïm Weizmann, serait une sauvegarde pour l'Angleterre, particulièrement en ce qui concerne le canal de Suez.* » Mais Lord Curzon, successeur de Balfour, met en garde : « *Pendant que Weizmann vous dit une chose, et que vous pensez "Foyer national juif", il a en vue quelque chose de très différent. Il envisage un État juif, et une population arabe soumise, gouvernée par les Juifs [...] derrière l'écran et la protection de la garantie britannique.* »

La Déclaration Balfour bafoue deux autres engagements du Royaume-Uni : d'abord la promesse faite en 1915 au chérif Hussein comme à Ibn Saoud, en échange de leur participation à la guerre contre les Turcs, de « *reconnaître et soutenir l'indépendance*

des Arabes » ; ensuite, la même année, le partage de la région avec les Français, dits « **accords Sykes-Picot** ». Résumé d'Arthur Koestler : « *Une nation a solennellement promis à une seconde le territoire d'une troisième.* »

Quand, le **24 juillet 1922**, la Société des Nations (SDN) confie au Royaume-Uni le **mandat sur la Palestine**, elle y intègre le Foyer national juif, absent des accords Sykes-Picot. Son texte stipule que Londres doit « *placer le pays dans des conditions politiques, administratives et économiques qui permettront l'établissement d'un foyer national juif* » –



Lord Arthur Balfour à Jerusalem in 1925

à l'exception de la Transjordanie, que le Royaume-Uni a déjà retranchée.

Le mandat britannique va assurer – jusqu'en 1939 – la transformation du *Yichouv*, la communauté juive de

Palestine, en quasi État. Entre 1922 et 1948, la proportion de Juifs passe de 12 % à 34 %, leur superficie agricole est multipliée par trois et leur indice de production industrielle par vingt. Au côté de la nation arabe palestinienne, le *Yichouv* incarne une nation juive palestinienne en formation, avec une langue, des services publics, un syndicat, un embryon d'armée. Il comporte aussi des institutions politiques. Et, en vertu de l'article 4 du mandat, « *un organisme juif* » reconnu a « *le droit de donner des avis à l'Administration de la Palestine* » : l'Agence juive, née en 1929.

Pour les Britanniques, le bilan est moins positif.



Ils ont sous-estimé la résistance des Arabes, qui grandit au fur et à mesure de la construction du Foyer juif... D'où des révoltes de plus en plus massives. Après les heurts de 1920 et 1921 viennent ceux, plus graves, de 1929. Et en 1936 éclate un mouvement insurrectionnel, qui durera près de trois ans.

C'est pourquoi la commission d'enquête, que préside Lord William Peel, propose le **7 juillet 1937** un (premier) partage de la Palestine, doublé d'un transfert de population – des 1 250 Juifs de l'État arabe et des... 200 000 Arabes de l'État juif. Les Arabes ne peuvent que refuser. Le mouvement sioniste accepte le principe, mais pas les frontières. Il retient surtout l'idée de « *transfert* », qui va peser lourd dix ans plus tard...

Contre l'insurrection, Londres mobilise 50 000 soldats, plus 20 000 policiers et miliciens juifs – de la *Haganah* à l'*Irgoun*. La répression est impitoyable : officiellement, les affrontements tuent 5 000 Arabes, 300 Juifs et 262 Britanniques. L'élite arabe disparaît, les milices sont dissoutes et les leaders partent en exil

– le Grand Mufti, Hadj Amin Al-Husseini, finit à Berlin, d'où il met sur pied deux Légions SS musulmanes (bosniaques).

Mais les pays arabes voisins menacent de renverser leurs alliances pour soutenir le III^e Reich. Avec le *Livre blanc* du 17 mai 1939, Londres enterre la Déclaration Balfour : il limite l'immigration juive à 75 000 personnes pendant cinq ans, après quoi elle sera soumise aux Arabes ; et il interdit l'achat de terres dans l'essentiel du pays. Bref, la Palestine, promise à l'indépendance en 1949, sera majoritairement arabe.

Si le mandat britannique a permis jusque-là la construction d'un Foyer national juif, c'est assurément le génocide qui a transformé celui-ci en État. Démographiquement, le *Yichouv* restait marginal : en 1939, 430 000 Juifs sur 18 millions – à peine plus de 2 %. C'est dire que le projet sioniste restait très minoritaire parmi les Juifs. Le judéocide bouleverse cette situation.



Ben Gourion proclamant l'état d'Israël

D'abord idéologiquement : on imagine, deux ans après la découverte d'Auschwitz, la force de conviction de David Ben Gourion quand il déclare devant l'Unscop, la commission spéciale d'enquête des Nations unies sur la Palestine, en juillet 1947 : « *Qui veut et peut garantir que ce qui nous est arrivé en Europe ne se reproduira pas ? [...] Il n'y a qu'une sauvegarde : une patrie et un État.* »

Ce discours s'adresse à des opinions occidentales travaillées par la culpabilité qui ignorent tout des Palestiniens – lesquels boycottent l'Unscop ! Cette attitude contraste avec celle des sionistes. Aharon Cohen, militant binationaliste, observe que cette attitude, contraire à celle des sionistes, donnait « *l'impression que les Juifs étaient pénétrés du sens de la justice et préparés à plaider devant un tribunal équitable alors que les Arabes ne se sentaient pas sûrs de* »



(Suite en page 4)

75^E ANNIVERSAIRE DE LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

DE 1897 À 1948 - LA LONGUE GESTATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL

par Dominique Vidal *

(Suite de la page 3)

la justesse de leur cause et avaient peur de s'incliner devant le jugement des nations. »

Il y a plus : des centaines de milliers de survivants croupissent alors dans des camps de « personnes déplacées » (DP). Ils ne peuvent ni rentrer à l'Est, où souvent des pogroms les attendent, ni obtenir les visas américains dont ils rêvent. Les militants sionistes recrutent là des immigrants pour la Palestine. Un renfort démographique, mais aussi militaire : plus du tiers des combattants juifs de 1947-1949 sont des rescapés, vite entraînés et armés...

Entre-temps, le 18 février 1947, le Royaume-Uni a remis son mandat à l'ONU : pourquoi ? D'abord parce qu'il est épuisé. Seul le « prêt bail » américain (30 milliards de dollars) lui a permis de survivre à la guerre. Or les États-Unis conditionnent un nouveau prêt à la mise en œuvre d'une politique de rigueur. D'ici à la fin 1948, il lui faut réduire ses dépenses militaires, et notamment démobiliser le tiers de ses soldats. Dans ces conditions, entretenir 100 000 hommes en Palestine dépasse les moyens de Londres. D'autant qu'il faut faire face à l'action terroriste des groupes révisionnistes, le *Lehi* et l'*Irgoun*, auxquels se joint parfois la *Haganah*. Apogée, l'attentat contre l'hôtel



Combattants de la Haganah

King David, le 22 juillet 1946 : plus de cent personnes. Au total, les *boys* perdront 754 de leurs en Palestine, poussant l'opinion britannique à se mobiliser

pour le retrait du contingent. Londres perd aussi la bataille de l'opinion mondiale. À preuve l'affaire de l'*Exodus*, chargé de 4 550 immigrants, pour la plupart rescapés des persécutions nazies, pris d'assaut à la mi-juillet 1947 par la Royal Navy : ses passagers seront expulsés vers... l'Allemagne ! Scandale international.

Autre facteur décisif du forfait du Royaume-Uni : son isolement. Contrairement à Londres, Washington mise sur les forces juives. Dès 1945, les États-Unis font pression pour l'annulation du *Livre blanc* et l'admission de 100 000 réfugiés juifs en Palestine. Impossible, estime le *Foreign Office*, sans provoquer une nouvelle révolte arabe. L'état devient insupportable quand Moscou, à son tour, se prononce pour le partage de la Palestine.

De la politique de l'Union soviétique au Proche et Moyen-Orient, on retient, à juste titre, qu'elle fut à des degrés divers pro-arabe. Sauf dans l'immédiat après-Seconde Guerre mondiale : son engagement aux côtés des forces juives constitue une page peu connue, qui pourtant explique largement la victoire de l'État juif dans la première guerre contre ses voisins. Cet engagement se manifeste d'abord sur la scène diplomatique, avec le discours d'Andrei Gromyko à l'Assemblée générale des Nations unies (ONU), le 14 mai 1947. Le jeune vice-ministre des Affaires étrangères soviétique commence par saluer « les



1948. La Commission Centrale de l'Enfance auprès de l'UJRE prépare un envoi de solidarité. De gauche à droite : Elie Golfinger, Techka, Charles Steinman, ? , ? , Michel ? , Flora Sztulzaff.

malheurs et les souffrances extraordinaires » du peuple juif, auquel « aucun des pays d'Europe occidentale n'a été en mesure d'accorder l'aide nécessaire ». L'URSS, poursuit-il, est favorable à « la création d'un État judéo-arabe unifié ». Mais, « s'il s'avérait que les relations entre les Juifs et Arabes de Palestine sont si tendues qu'il est impossible d'assurer la coexistence pacifique », alors Moscou soutiendrait « le partage de la Palestine en deux États, un État juif et un État arabe ». De fait, lors du vote du 29 novembre 1947, Moscou et ses alliés – sauf la Yougoslavie – appuient le partage. Et, le 17 mai 1948, Moscou sera la première capitale à reconnaître *de jure* Israël.

Mais l'appui soviétique est surtout militaire, via Prague. Aux transferts d'armes clandestins succède, après le 14 mai 1948, un pont aérien officiel. « Les armes tchèques ont sauvé le pays [...]. Elles constituèrent l'aide la plus importante que nous ayons obtenue. Je doute fort que, sans elles, nous ayons pu survivre les premiers mois », a reconnu Ben Gourion. Plus étonnant : Prague enverra même une brigade de Juifs communistes combattre avec la *Haganah*...

Dernière dimension de l'intervention de Moscou : démographique. En 1945, les Juifs de la Palestine sont environ 600 000, soit un tiers de la population. L'aide de l'URSS à l'émigration juive ira crescendo. En 1946, elle laisse partir 150 000 Juifs polonais vers les zones d'occupation alliées en Allemagne.

En 1947-1948, les trois quarts des 60 000 Juifs qui arrivent proviennent de Pologne, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Hongrie. Une fois indépendant, le jeune Israël, en quête d'ouvriers et de

soldats, accueille plus de 300 000 Juifs de l'Est, soit plus de la moitié des nouveaux immigrants. Mais l'Union soviétique, elle, n'autorise – officiellement – que 500 de ses Juifs à partir.

Il faut dire que le soutien déterminé aux Juifs d'Israël va paradoxalement de pair avec une répression croissante contre les Juifs soviétiques, surtout après l'accueil enthousiaste qu'ils réservent, en septembre 1948, à Golda Meir, première ambassadrice. Seule la mort de Staline mettra fin à l'escalade, de la dissolution du Comité antifasciste juif à son procès secret et de l'assassinat du grand acteur Solomon Mikhoels à l'affaire des Blouses blanches...

Selon Hélène Carrère d'Encausse, Staline aurait eu l'illusion qu'Israël choisirait le socialisme. C'est peu crédible : il était fondamentalement antisioniste et fort peu naïf. Aux premières élections (1949), le Parti communiste n'obtient que 3,5 % des voix. Et Tel-Aviv choisit le camp occidental dès la guerre de Corée. Pour le Premier ministre israélien, écrit son biographe, « Israël est désormais le bastion de l'Occident au Moyen-Orient ».

Autre thèse : Moscou espérait, en soutenant Israël, se gagner la faveur de communautés juives influentes, où le rôle de l'URSS dans la victoire sur le nazisme et son aide à Israël lui assuraient une image très positive. La thèse la plus solide reste donc la volonté soviétique de chasser les Britanniques de Palestine afin de miner leur influence, vacillante, au Moyen-Orient. Les États-Unis ont d'ailleurs exactement le même objectif : ils veulent y prendre la relève du Royaume-Uni. Cette convergence – qui se traduit par le soutien de Moscou et de Washington au plan de partage de la Palestine – serait incompréhensible si l'on oubliait qu'en novembre 1947, la guerre froide ne fait que commencer... Tout cela explique aussi pourquoi, en 1947-1949, les forces juives l'ont emporté sans grand mal dans la guerre civile qui les a opposées aux Palestiniens, puis dans la guerre tout court contre les États arabes voisins, imposant ainsi un tout autre partage que celui qu'avait prévu l'ONU : l'État d'Israël a augmenté son territoire d'un tiers, se partageant les dépouilles de l'État palestinien avec la Jordanie et l'Égypte, et chassé de 750 000 à 900 000 Palestiniens (voir encadré en page 5). Le conflit israélo-arabe était né : il n'a jamais cessé, depuis, de faire couler le sang, israélien et arabe... ■

* Journaliste et historien, auteur, avec Alain Gresh, de *Palestine 1947. Un partage avorté* (André Versaille éditeur, Bruxelles, 2008). Cet article s'inspire d'une très longue étude – « Pages méconnues. Gestation et naissance d'Israël » – qu'il a publiée dans la revue *Confluences Méditerranée* n°104 (01/2018).



Golda Meir (dans le cercle) devant la synagogue de Moscou en 1948



La Légion arabe



© Musée moscovite de l'histoire juive en Russie

Affiche du congrès d'amitié israélo-russe de Tel-Aviv en 1954

« UN ÉTAT JUIF ACCLAMÉ PAR LES PEUPLES LIBRES »

Drôit et Liberté fut d'abord un journal clandestin, diffusé par l'U.J.R.E pour le compte du Mouvement national contre le racisme (MNCR). Il parut au grand jour dès la Libération. Après une courte période de silence, il reparait en février 1948. Son titre est cédé au MRAP en 1949. Nous reproduisons ici l'éditorial de Charles Lederman, président de l'UJRE, daté du 15 MAI 1948.

« Quand ces lignes paraîtront, nous serons à quelques heures d'un événement historique : la proclamation de l'État Juif en Palestine.

L'événement sera fêté avec une immense joie par tous les hommes libres comme une victoire de la justice et comme une preuve qu'il y a dans le monde, en cette après-guerre, des forces démocratiques plus puissantes que celles de la réaction et du fascisme. Les Juifs déracinés, ceux qui ont tant souffert, trouveront une nouvelle raison de vivre et de lutter.

25 000 enfants, femmes et hommes, parqués par l'Angleterre dans ce camp tristement célèbre de Chypre, feront les premiers leur entrée joyeuse sur une terre rendue enfin libre. D'autres dizaines de milliers de Juifs, dans les camps d'Europe, s'apprentent à en finir avec l'insécurité sans lendemain et à recommencer une nouvelle vie en travaillant.

Ainsi donc, les combattants de là-bas n'auront cédé ni au chantage anglo-américain ni à la menace des éléments réactionnaires arabes, ni aux « conseils » de ceux de ces juifs que notre ami Vilner nommait, à juste titre, les « démarcheurs » de Washington et de Londres.

Les Juifs auront de leur sang entériné et donné vie à la décision prise par l'ONU, en novembre dernier. Ils auront affirmé, dans les faits, leur volonté intraitable de voir respectées les décisions des organismes internationaux. Aussi, en cette heure historique, la pensée première du peuple martyr qui reconquiert ce pays qu'il a labouré et fertilisé ira vers les gouvernements et les peuples qui l'ont soutenu dans sa lutte inégale contre les forces égoïstes de la réaction. À jamais il gardera une reconnaissance sans bornes à ses défenseurs et réservera sa méfiance à ceux qui ont tout fait pour le noyer dans le sang.

Les impérialistes anglais et américains n'ont pas craint de provoquer la guerre. Peu important les moyens employés, même s'ils consistent à dresser les uns contre les autres, Juifs et Arabes de Palestine qui, sans doute aucun, pourraient vivre en paix et prospérer.

La paix du monde, le respect des traités, la foi due aux engagements, ce sont, aux yeux de ces hommes d'affaires, des mots. Ce ne sont pas des chiffres que l'on peut porter au bilan bénéficiaire d'une compagnie pétrolière.

Partout, à travers le monde, le *Colonial Office* et le *State Department* veulent



avoir des hommes et des gouvernements à leur dévotion, si ce n'est à leur solde. Ce désir, ils l'ont plus violent encore là où ils veulent s'assurer des concours militaires et des bases stratégiques. Craignent-ils, à Washington et à Londres, que les Juifs dans le Moyen-Orient soient des éléments de paix, de progrès humain et de libération nationale ?

Redoutent-ils l'appui moral et matériel que les démocrates et les hommes libres de tous les pays du monde apportent aux Juifs qui se battent pour leur existence ? Ont-ils peur de ces hommes et de ces femmes qui connaissent le prix de la liberté pour l'avoir, un moment, perdue, dans les ghettos de Varsovie et de Vilno, dans les camps d'Auschwitz et de Birkenau, dans ceux de la bizonne allemande, dans les pontons de l'Exodus et l'avoir reconquise, dans les tortures, dans les larmes et surtout dans la lutte ?

Hitler a échoué dans son monstrueux dessein. Demain, la Palestine, contre tous les fauteurs de guerre, contre tous les réactionnaires, contre tous les impérialistes, prendra place dans la grande famille des peuples démocratiques.

Demain, l'État Juif sera. » ■

Charles Lederman
Drôit et Liberté

Le grand hebdomadaire de la vie juive
15 mai 1948.

NDLR : La **Bizonne** est le nom donné à partir du 1er janvier 1947 au regroupement des zones occupées par les Britanniques et les Américains, en Allemagne à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Nakba

Le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies partage la Palestine en deux États, l'un juif et l'autre arabe, plus une zone internationale pour Jérusalem et les Lieux saints. Le Haut-comité arabe (palestinien) et les États voisins le refusent. L'Exécutif sioniste l'accepte.



Il suffit toutefois de lire le journal de David Ben Gourion pour vérifier que celui-ci misait sur le conflit annoncé afin d'arracher un État juif plus grand et plus « homogène » que prévu. Plusieurs semaines avant le partage, il affirme : « Si les résolutions ne conviennent pas à la direction sioniste, celle-ci tentera d'étendre les frontières du futur État [1]. »

Au soir même du vote onusien, une première guerre commence, judéo-palestinienne. La seconde, israélo-arabe, est déclenchée le 15 mai 1948, lorsque des contingents arabes pénètrent sur le territoire d'Israël, qui a déclaré son indépendance la veille. On en connaît l'issue : l'État d'Israël écrase ses adversaires, la Palestine disparaît et la grande majorité de ses habitants prennent le chemin de l'exil – c'est ce qu'ils appellent la *Nakba*, la catastrophe en arabe.

Pourquoi cet exode ? Depuis soixante-dix ans, les historiens en débattent. Pour les anciens, les Palestiniens seraient partis à l'appel de leurs dirigeants et des dirigeants arabes, qui leur auraient promis de revenir après leur victoire. Pour les nouveaux, il s'est agi d'une expulsion. D'où une seconde polémique : cette expulsion était-elle planifiée ?

Non, répond Benny Morris, le pionnier de la « nouvelle histoire » : le problème des réfugiés est né, affirme-t-il, « de la guerre et non d'une intention, juive ou arabe [2] ». Si, rétorque Ilan Pappé, le plus radical : il entend « défendre le paradigme du nettoyage ethnique et le substituer à celui de guerre [3] ». En six mois, précise-t-il, « plus de la moitié de la population autochtone de la Palestine, soit près de 800 000 personnes, avait été déracinée, 531 villages détruits et onze villes vidées de leurs habitants ». De fait, plus le temps passe, plus les archives s'ouvrent, plus les derniers témoins se confessent, et plus le caractère délibéré de l'expulsion s'impose.

Paradoxalement, c'est Benny Morris qui vendra la mèche. Le 8 janvier 2004, il donne une interview au quotidien *Haaretz* pour justifier son ralliement à la politique d'Ariel Sharon [4]. Et soudain il lâche : « Un État juif n'aurait pas pu être créé sans déraciner 700 000 Palestiniens. Il était donc nécessaire de les déraciner. Il n'y avait pas d'autre choix que d'expulser cette population. » ■ DV

- [1] Michel Bar Zohar, *Ben Gourion*, Fayard, Paris, 1986.
- [2] Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge University Press, Cambridge, 1987.
- [3] Ilan Pappé, *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, Fayard, Paris, 2008.
- [4] *Haaretz*, Tel-Aviv, 8 janvier 2004.

Lu dans la presse ...

INTOLÉRANCE HORS JEU

À Jérusalem, ville déchirée par les conflits, le club de football *Hapoel Katamon* s'est fait une place parmi les plus grands en affichant des valeurs de tolérance et en mêlant des joueurs juifs et arabes israéliens dès le plus jeune âge. « Nous prônons l'antiviolence, l'antiracisme, le don de soi et le lien entre les différents secteurs de la population », explique Shay Aaron, ancien joueur professionnel devenu directeur sportif du club. « Chez nous, la nationalité, l'ethnie ou la religion des joueurs ne joue aucun rôle », poursuit-il, faisant allusion au fait que la grande équipe de Jérusalem, le *Beitar*, refuse d'engager des joueurs arabes. Pour développer ces valeurs, le club organise chaque mois, avec le soutien financier de philanthropes et de la mairie de la ville, des tournois de quartiers pour les filles et garçons de 52 écoles juives et arabes de Jérusalem et des environs. « Le but est de donner aux enfants l'envie de vivre en bon voisinage, de créer des liens entre les communautés diverses qui font toutes partie de la même communauté, celle de Jérusalem », explique un des deux entraîneurs. ■ (afp) [Le Soir, 10/04/2018]

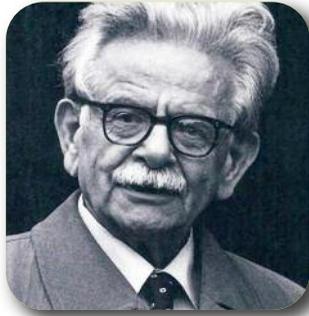
TOUT CONTRE LA MORT AVEC ELIAS CANETTI

par Gérard-Georges Lemaire

Il ne fait aucun doute qu'Elias Canetti (1905-1994) a été l'un des écrivains les plus déconcertants du siècle dernier. Né en Bulgarie à Roussé, ce juif sépharade a conservé la nationalité ottomane après l'indépendance de la Bulgarie en 1908. En 1911, il se retrouve avec ses frères en Grande-Bretagne, les affaires de leur père devant se développer à Manchester.

Mais ce dernier meurt l'année suivante et toute la famille se transporte à Vienne. Le jeune Elias, qui connaissait déjà le ladino, le bulgare, le turc, le français et l'anglais, y fait ses études en allemand. Qu'il appellera ironiquement sa « seconde langue maternelle ». Son œuvre sera pour l'essentiel écrite dans cet idiome. En 1916, il se retrouve à Lausanne où il va passer son adolescence. Il achève ses études à Zurich et à Francfort. À partir de 1924, il est à Vienne où il obtient son doctorat de chimie. Puis il voyage à Paris et à Berlin. À Vienne, il a fréquenté avec assiduité les cafés. Il raconte dans son autobiographie l'admiration qu'il éprouvait pour Karl Kraus, qu'il regardait de loin, assis devant une table du Café Museum, sans jamais oser aller lui parler. Il a fréquenté le cercle d'Alma Malher et a connu alors de grandes figures intellectuelles ou artistiques comme Brecht, Grosz et Musil. Il commence à rédiger son imposant roman, *Auto-da-fe*, qui sera publié en 1935, sans le moindre succès.

Un événement survenu en juillet 1927, l'incendie volontaire du Palais de justice par la foule en colère, lui a sans nul doute inspiré l'essai qu'il considérait comme l'œuvre maîtresse de sa vie, *Masse und Macht* (*Masses et pouvoir*), qui ne paraîtra qu'en 1960. Très



Elias-Canetti

marqué par le *Wozzeck* d'Alban Berg, il rédige successivement deux pièces pour le théâtre : *Noces* en 1932 puis *La Comédie des vanités* (1933-1934). En 1938, après le décès de sa mère et au moment de l'Anschluss, il quitte l'Autriche avec sa femme Veza, elle-même écrivain. Le couple finit par s'établir à Londres.

L'œuvre de Canetti, qui se développe après la guerre, lui vaut d'obtenir le prix Nobel de littérature en 1981, peu après avoir fait paraître les deux premiers tomes de ses souvenirs. C'est en Suisse, à Zurich que disparaît, le 14 août 1994, cet Ottoman de naissance, devenu citoyen britannique et dont l'œuvre est exclusivement écrite en allemand.

La biographie miniature dont la traduction vient de paraître est indispensable pour comprendre qui est l'auteur de ce livre qu'il a laissé inachevé et qu'il avait intitulé *Das Buch Gegen Den Tod**. Il s'agit d'un impressionnante succession de notes, plus ou moins développées et de citations, empruntées aux auteurs les plus divers comme à la sagesse populaire pour servir à la rédaction d'un ouvrage monumental sur cette question que les plus grands philosophes ont éludée : la mort. En lisant ces pages copieuses, on devine les intentions de l'auteur : comprendre comment l'être humain se comporte une fois confronté à la mort. D'où les nombreuses histoires qu'il a recueillies, les unes cocasses, les autres bizarres, beaucoup assez étranges, il faut bien l'avouer, mais toutes significatives d'une attitude face à la fin qui nous attend tous.

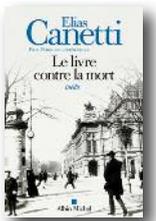
Je dois avouer être très curieux de savoir comment Canetti aurait organisé cette somme considérable de connaissances et de réflexions. Au fond, on ne sait

trop s'il aurait fait un roman (il n'en a écrit qu'un seul dans son existence), un essai aussi considérable que *Masses et pouvoir* (l'entreprise de toute une vie), ou un genre d'essai d'un esprit plus léger comme *L'Autre procès* (1969), où il a examiné la question insolite – mais ô combien pertinente – du mariage avorté de Franz Kafka, analyse où il fait preuve d'une intuition fantastique, si l'on songe qu'à l'époque où il écrit, il n'a pas sous les yeux les cartes postales envoyées par la fiancée de Berlin qui n'ont été découvertes que récemment.

Ce qui est certain, c'est que ce qu'il avait déjà écrit laisserait présager une longue et profonde méditation, qui part de dictons, de faits divers, de lieux communs ou de formules que l'on utilise sans plus se rendre compte de leur sens. Sa démarche n'est pas celle d'un philosophe ou d'un savant. Mais d'une personne en quête de différentes vérités pouvant expliquer ce que représente la mort à nos yeux. Aussi fragmentaire soit-il, ce livre est un puits sans fond où l'on se trouve face à face avec des remarques éblouissantes, des notations d'une prodigieuse intelligence, des ébauches d'une grande virtuosité et d'une grande finesse d'esprit. C'est une mine inépuisable d'où tirer tout l'or de la pensée.

La culture d'Elias Canetti est éblouissante, mais pas seulement : elle sert à guider ceux qui en feront l'expérience en le lisant. L'un d'entre nous utilisera peut-être ce matériau prodigieux ; peut-être achèvera-t-il ce grand projet. Mais dussé-je passer pour un iconoclaste, irrespectueux de la prose du grand homme, je serais enclin à le souhaiter. ■

* Elias Canetti, *Le Livre contre la mort*, trad. Bernard Kreiss, Albin Michel, Paris, 2018, 504 p., 25 €



ARTS

LE SOUS-MAIN ROUGE DES GAROUSTE, PÈRE ET FILS

Des œuvres de Gérard Garouste sont actuellement exposées en trois points de la capitale : « Diane et Actéon », une vingtaine de peintures et dessins mettant en scène Elisabeth, son épouse, au Musée de la Chasse et de la Nature [1] ; ses « Indiennes », « Ellipses » et la « Dive Bacbuc », des installations monumentales et dispositifs de théâtre, dans la cour vitrée du Palais des Études de l'école des Beaux-arts [2] ; et un ensemble de grands tableaux titré « Zeugma » – le « pont », le « lien » en grec –, dans la galerie Daniel Templon [3].

Ces trois expositions nous incitent à lire (ou relire) *L'Intranquille*, un « autoportrait d'un fils, d'un peintre, d'un fou » [4], un ouvrage qu'on lit d'une traite et qui donne à voir ce qui se cache derrière la peinture de ce peintre majeur. Laquelle ne part pas de rien, mais des lectures de l'artiste, admiratives et nourricières, de la Bible, de la Torah, du Talmud, de Dante, Cervantès, Goethe, Kafka, Borges. Et de son histoire personnelle.

S'il est un tableau qui croise récit, et donc autobiographie, et huile sur toile, c'est bien « *Le sous-main et l'âne* » (2017) [5]. Sur un fond forestier, un être monstrueux présente ledit sous-main déplié, d'un rouge éclatant. La partie inférieure de son corps est certes cachée, mais pourrait très bien être composée des pattes de grenouille qui dépassent de l'objet écarlate. Un âne regarde d'un air studieux ce sous-main comme s'il s'agissait d'un livre. C'est que cet

accessoire désuet a pour Garouste une histoire très intime : « *Il est en cuir, l'a-t-il décrit, il y a au centre un très bel écusson avec des armoiries. [...] Mon père me l'a offert, il y a des années, en précisant qu'il l'avait pris aux Juifs. Je l'ai gardé. Je me suis fixé pour mission de le rendre.* »

Clarifions, son père a été un antisémite convaincu, qui a bâti sa fortune dans le meuble en spoliant des Juifs pendant le régime de Vichy, et en a tiré une extrême fierté, car vivant là, selon lui, « *les plus belles années* » de sa vie. Placés en 1940 par les autorités allemandes sous l'administration d'un commissaire gérant, les magasins Levitan avaient été loués en 1943 à la *Société Garouste Père [6] et fils, Ameublement-décoration-installation*.

Aviateur raté, Henri Auguste Garouste « *n'avait pas pu faire héros. Alors il avait fait salaud. Son éducation de bon catholique l'y préparait. Il appartenait à un monde d'illusions et de certitudes, où les Juifs avaient sale réputation.* » Aussi, l'agir tout en révolte de son fils, Gérard Garouste, apprenant l'hébreu, vivant un temps à Jérusalem, lisant le Talmud pour le mettre en tableaux, épousant une femme juive, est une constante réplique à un père, violent, cynique, rongeur, prédateur, destructeur, lequel est peut-être à l'origine des crises de délire de son peintre de fils.

Achevant *L'Intranquille*, ce dernier évoque des retrouvailles avec une arrière-petite-fille de Wolf

Levitan : « *Je lui ai dit de venir à la maison, elle déjeunerait avec nous dehors un jour où il fait beau et elle repartirait en fin de journée avec le sous-main.* »

Le double de ce sous-main est là, sur ce tableau de 160 x 193, geste de repentance d'un fils pour les fautes de son père. L'âne, gardien métaphorique de la sagesse, couve cet objet des yeux. Si tant est, comme il est dit dans l'*Exode* (34.5), que Yhwh (Yahveh) « *punit la faute des pères sur les fils* » (Exode, 34.5), toute sa vie Gérard Garouste s'est rebellé, l'a dit dans sa peinture, et a réparé – sans jamais céder à la religion. ■ FM

[1] Musée de la Chasse et de la Nature, 62 rue des Archives, Paris 3e. Jusqu'au 1er juillet 2018.

[2] Au moment de la rédaction du présent article, cette exposition partielle prévue jusqu'au 15 avril devrait être terminée.

[3] Galerie Daniel Templon, 30 rue Beaubourg, Paris 3e. Jusqu'au 12 mai 2018.

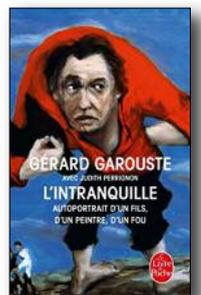
[4] Gérard Garouste avec Judith Perrignon, *L'Intranquille*, L'Iconoclaste, 2009, et *Le Livre de poche*, 2011, 160 p., 6,90 €.

[5] Visible à la galerie Daniel Templon.

[6] Donc le grand-père de Gérard Garouste.

NDLR Entretien avec Gérard Garouste :

<https://slash-paris.com/articles/interview-gerard-garouste>



CEIJA STOJKA, LE CRI D'UNE ARTISTE ROM DÉPORTÉE À 10 ANS

Après le Centre régional d'art contemporain (CRAC) de Montbéliard en 2016 et la Friche la Belle de mai à Marseille l'an dernier, c'est à Paris que La Maison rouge rend hommage, jusqu'au 20 mai, à Ceija Stojka. Les commissaires, Antoine de Galbert et Xavier Marchand ont sélectionné quelque 150 œuvres de cette artiste rom d'Autriche, déportée à dix ans et qui gardait sur son bras son numéro, Z 6399, tatoué à Auschwitz jusqu'à sa mort, en 2013 à l'âge de 80 ans. Elle avait survécu à trois camps et écrivait : « *Ma peur est restée à Auschwitz / Et dans les camps. / Auschwitz est mon manteau, / Bergen-Belsen ma robe / Et Ravensbrück mon maillot de corps. / De quoi devrais-je avoir peur ?* ». Des vers extraits du recueil *Auschwitz est mon manteau*, que publient ce printemps les Éditions Bruno Doucey, dans une traduction de notre collaborateur François Mathieu (il s'agit d'une édition bilingue préfacée par Murielle Szac). Dans le



Photo : Christa Schnepf
Portrait de Ceija Stojka (1933-2013)

même temps, sort aux Éditions Isabelle sauvage, traduit de l'allemand par Sabine Macher, *Nous vivons cachés. Récits d'une Romni à travers le siècle*.

Ce n'est que tardivement, à l'âge de 50 ans, dans les années 1980, aidée par la documentariste Karin Berger, que cette femme marquée par l'expérience concentrationnaire nazie, c'est-à-dire par la mort, se décidera à témoigner en utilisant toutes les expressions artistiques : dessin, peinture, musique, chant, poésie, témoignage. Elle a laissé après sa mort plus de mille œuvres dont 200 consacrées au génocide.

Ceija Stojka était née en 1933 en Autriche, dans une famille rom de vendeurs de chevaux. Elle était l'avant-dernière d'une fratrie de six enfants qui habitait dans une roulotte, à la campagne en Styrie et, qui rejoint Vienne pour tenter d'échapper aux mesures raciales instaurées par les Hitlériens. Hélas, son père est déporté à Dachau en 1941 où il mourra l'année suivante ; puis c'est en 1943 le tour du reste de la famille. Ceija, sa mère et plusieurs de ses frères, réchapperont à l'enfer. C'est d'abord par le chant qu'elle témoigne – elle ne sait pas écrire mais apprendra, passé cinquante ans ! -. En 1988, est publié son premier livre, *Wir leben im Verborgenen. Erinnerungen einer Rom-Zigeunerin (Nous vivons cachés. Récits d'une Romni à travers le siècle)*, Éditions Isabelle sauvage). La même année, elle commence à peindre et à dessiner.

Son œuvre a quelque chose du *Cri* d'Edvard Munch. Elle est hantée par les peurs de l'enfance et la mort, les cadavres, les coups. Puis c'est la vie, un champ de tournesols. Et toujours ce regard d'enfant et ce mélange d'horreurs et de tendresse pour la tradition du peuple rom.

L'exposition de La Maison rouge témoigne d'hier pour mettre en garde au présent. ■ BF

* *Ceija Stojka, une artiste rom dans le siècle*, La maison rouge, 10 bd de la Bastille, 75012 Paris – jusqu'au 20/05, mer. au dim. 11h-19h, jeudi jusqu'à 21h, fermé le 01/05.



Cinéma LA CHRONIQUE DE LAURA LAUFER

ALLEMAGNE NEUVE ZÉRO

C'est en Allemagne de l'Ouest, vingt ans après le nazisme, qu'apparaît le météore Fassbinder auteur d'une œuvre prolifique, protéiforme, brûlante, attachante, provocante : écrits, pièces de théâtre, séries télévisées, plus de quarante films. Sa troupe de l'Anti-Theater [2] sera la première tribu de l'artiste, sa famille de substitution.

Héritier de ses pairs (Sternberg, Sirk, Godard ...), son style au cinéma s'affirme unique dans des genres et formes divers : mélodrame, film de gangsters, essai, comédie, feuilleton ; réaliste, minimaliste, baroque, didactique, expressionniste... Quoi de commun entre la luxueuse toile peinte, les maquillages crus du huis clos de *Petra von Kant* et l'austérité du *Marchand des quatre saisons* ou de *La femme du chef de gare* ? Les jeux sadiques ou masochistes : pouvoir, possession, autodestruction.

Fassbinder met le doigt sur les plaies de l'Allemagne. Il interroge avec arrogance sa reconstruction sur les décombres : fantômes du passé, conformisme, pouvoir, violence des rapport de classes dominant le « miracle économique ». *Le Droit du plus fort* triomphe. Portraits sordides et magnifiques où bourreaux et victimes sont interchangeable. Sexe,

ambition sociale, drogue, spectacle : le personnage connaît l'élévation ou la chute : irrésistible ascension sociale de Maria (*Mariage de Maria Braun*) ou de Lola, une femme allemande quand *Veronika Voss* ou *Elvira (L'Année des treize lunes)* sombrent dans le néant. Théâtre de sang, celui des bêtes tombées à l'abattoir. L'impossibilité à « être » de la transsexuelle Elvira renvoie, en miroir, à son premier métier : boucher, et à son état : castré.

Fassbinder avait la plus profonde répulsion pour l'Allemagne réarmée, celle de « l'infamie d'octobre 1977 », de l'assassinat de la bande à Baader, des lois d'exception. Il continuera à y tourner ses films mais choisit l'exil en France. Du *Voyage de Niklashausen* à *La Troisième Génération*, féroce, il traque le confort petit-bourgeois du gauchisme, du terrorisme, du communisme dogmatique (*Maman Kusters*) et rêve de l'authentique révolutionnaire, d'où son projet d'une Rosa Luxemburg, qu'il n'a pu tourner. Au cœur de son œuvre, son monumental *Berlin Alexanderplatz*, d'après le roman d'Alfred Döblin, montre des chassés-croisés terrifiants de destins personnels et collectifs dignes d'une représentation de l'Enfer au XXe siècle. Brûlant sa vie par la drogue, l'alcool, le



Rainer Werner Fassbinder [1]

besoin vampirique d'amour, Fassbinder meurt à 37 ans en laissant une œuvre immense. *Mirage de la vie* : l'artiste avait juste pris *Le temps d'aimer et de mourir*. ■

[1] Fassbinder à l'affiche avec des rétrospectives complètes : la Cinémathèque française, le Cinématographe de Nantes, l'Institut Lumière de Lyon... – Sortie nationale en salles en versions restaurées de 15 films et de la série *Huit heures ne font pas un jour* – Sortie le 2 mai de coffrets DVD Rainer Werner Fassbinder, vol. 1 & 2, chez Carlotta Films, 50€.



[2] L'Anti-Theater jouait Ibsen, Tchekhov, Goldoni dans des mises en scène avant-gardistes.

TRANSIT de CHRISTIAN PETZOLD AVEC FRANZ ROGOWSKI, PAULA BEER

Transit (2018) s'inspire du magnifique roman éponyme d'Anna Seghers et en cite en voix off des morceaux choisis, comme dans la très belle adaptation au cinéma de René Allio : un film d'amour pour sa Marseille mêlée au destin des réfugiés en transit, antinazis et juifs, en quête d'un précieux visa pour fuir. Gerhardt sauve sa peau, usurpe l'identité de l'écrivain Weidel qui s'est suicidé et tombe amoureux de la femme de ce dernier. Situation kafkaïenne dont une histoire d'amour naissait.

Petzold en reprend la trame et place l'action qui se déroule en 1940 dans l'environnement contemporain, créant l'analogie avec 2018. La police rafle en costumes de CRS et du Raid, accessoires, vêtements, immeubles, sont contemporains et le texte « *la fuite, les camps, la déportation* » suggère le parallèle. Oui, les migrants sont les clandestins traqués, oui la mort est souvent au bout du voyage de ceux qui fuient la guerre et la misère mais le raccourci est quelque peu schématique car la nature politique du nazisme n'est pas celle de l'Europe forteresse libérale.

Avec un beau jeu d'acteur (Franz Rogowski), ce film, digne d'intérêt, échoue cependant à créer l'émotion ou l'intensité attendues par la générosité de ses intentions. ■



À BERLIN, UNE NUIT DE JANVIER, ILS ONT TUÉ KARL LIEBKNECHT ET ROSA LUXEMBURG

par FRANÇOIS MATHIEU

Rosa Luxemburg, la journaliste, a été assassinée dans la nuit du 15 au 16 janvier 1919, quelques instants après que **Karl Liebknecht**, l'avocat, l'eût été lui-même, l'un et l'autre par des militaires des corps francs aux ordres de Gustav Noske, futur ministre social-démocrate de la guerre. Depuis quelques jours on pouvait lire sur des colonnes d'affichage :

« Tuez Liebknecht et Luxemburg, si vous voulez avoir la paix, du travail et du pain ! »

Rosa Luxemburg

Au Tiergarten, jeté dans le *Landwehrkanal*, le cadavre de la dirigeante communiste finit par reparaître dans la nuit du 31 mai au 1er juin flot-



Karl Liebknecht

tant dans les eaux du canal, méconnaissable. Sa secrétaire, Mathilde Jacob, ne put la reconnaître qu'au vu de ses gants et d'un médaillon. Dix jours après l'assassinat, le corps de Karl Liebknecht fut déposé au cimetière central de Friedrichsfelde avec celui de trente et une autres victimes des combats de la « semaine sanglante ». Le cercueil de Rosa Luxemburg resta vide jusqu'au 13 juin. Entre 1924 et 1926, le KPD (le Parti communiste d'Allemagne) confia au célèbre architecte Ludwig Mies van der Rohe la construction d'un monument, inauguré par Wilhelm Pieck qui, lui-même, avait échappé à la tuerie du 15 au 16 janvier. En janvier 1935, les nazis firent exhumer et détruire les corps, raser la sépulture. La première pierre tombale de Rosa Luxemburg est conservée dans les dépôts du Musée de l'histoire allemande (dans l'Arsenal), *Unter den Linden*, en face du *Staatsoper*, l'Opéra national.

Petit retour sur les mois précédents. En août 1918, l'état-major allemand a pris conscience que l'Allemagne ne peut pas gagner la guerre. L'empereur constate : « La guerre doit prendre fin. Nous sommes à la limite de nos forces. » Ce brusque constat désarçonne les Allemands qui jusqu'alors n'avaient jamais envisagé la défaite. Y compris la social-démocratie qui, comme les autres partis parlementaires, avait voté les crédits de guerre et ne cessa de soutenir « l'union sacrée ». Seule une poignée de militants autour de Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring et Clara Zetkin luttèrent depuis le début à contre-courant. Liebknecht avait été condamné à quatre ans de prison pour avoir crié le 1er mai 1916 sur la *Potsdamer Platz* : « À bas la guerre ! ». La scission devenait inévitable entre les « majoritaires » et l'aile communiste.

Dans le pays, la défaite de l'armée survenue, le mécontentement est grand, d'autant que l'on est au

bord de la famine. Entre le 5 et le 12 janvier 1919, pour des raisons économiques, une grève éclate soutenue par le tout nouveau KPD qui succède au mouvement spartakiste. Sous la direction du social-démocrate Friedrich Ebert, les nouveaux gouvernants ont engagé les unités militaires des corps francs, des milices d'anciens militaires non désarmés, et donné l'ordre de tirer sur les manifestants. Des travailleurs se rendent, mais les corps francs en tuent plusieurs centaines. Le nombre de civils abattus restera indéterminé.

On peut énumérer les logements berlinois successifs de Rosa Luxemburg : une chambre au 2 de la *Cuxhavener Strasse - Tiergarten*

(aujourd'hui *Klopstockstrasse 14-18*) ; à l'automne 1899 au 23 de la *Wielandstrasse - Friedenau* ; à partir de 1902 au 58 de la *Cranachstrasse* avec Leo Jogisches ; à partir de 1911 dans la *Lindenstrasse - Südende* (aujourd'hui *Biberacher Weg 2*). Puis le 15 janvier 1919, elle trouva refuge avec Karl Liebknecht et Wilhelm Pieck au 43 de la *Mannheimer Strasse* (aujourd'hui n° 27) dans l'appartement de la famille Marcusson, où ils furent arrêtés. L'écrivain Günter Kunert a écrit : « La *Mannheimer Strasse* trouve son prolongement historique conséquent dans les rues principales des camps de *Dachau* et de *Buchenwald*. » On sait ce qui s'est réellement passé cette nuit-là et qui contredit la version donnée par une grande partie de la presse de l'époque, telle la *BZ am Mittag*, une version longtemps défendue même par des historiens – de droite ou sociaux-démocrates : « Liebknecht abattu au cours d'une tentative de fuite, Rosa Luxemburg tuée par la foule. » La réalité fut tout autre. Découverts, Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Wilhelm Pieck avaient été conduits

à l'hôtel Eden, un hôtel de luxe en face de l'Aquarium du Zoo, où était installé l'état-major de la division de cavalerie de la garde. Liebknecht est frappé à coups de crosse de fusil. Près du *Neuer See* dans le *Tiergarten*, le commando assassin feint une panne de voiture. L'officier de marine Horst von Pflugk-Hartung abat le député. Traînée dans son sang, mi-consciente, Rosa Luxemburg est jetée dans une voiture en vue prétendument d'un interrogatoire. Un soldat, Runge, lui broie le crâne à coups de crosse. Le lieutenant Vogel l'achève d'une balle dans la tête. Le soldat sera condamné à deux ans de prison, l'officier acquitté et amnistié.

En raison des bombardements de la ville dans les années 1940, les immeubles où l'un et l'autre ont habité ont disparu, mais des rues ou des places, des plaques commémoratives en rappellent le souvenir, non sans bien des avatars politiques. Par exemple, devant le théâtre de la *Volksbühne*, bâtiment terminé peu avant la Première Guerre mondiale, s'étend la *Rosa-Luxemburg-Platz* (ancienne *Bülowplatz*) où, en 1926, le KPD acquerra un immeuble commercial qui sera son siège central sous le nom de *Karl-Liebknecht-Haus*. Le 12 mars 1933, les nazis l'exproprièrent et lui donnent le nom de *Horst-Wessel-*



Manifestation à Berlin-Est dans les années cinquante

Haus, la *Rosa-Luxemburg-Platz* devenant la *Horst-Wessel-Platz*. Héros proclamé (et fabriqué) du nazisme, Horst Wessel était un étudiant en droit raté et quelque peu souteneur, qui avait été remarqué par les bonzes du parti nazi pour avoir créé un groupe de SA de trente personnes bientôt élargi à deux cent cinquante, en particulier en débauchant des sympathisants du Parti communistes et du *Rotkämpferbund* [Front des combattants rouges]. Comme il ne lui payait pas son loyer, sa logeuse, veuve d'un communiste, fit appel le 14 janvier 1930 au service de garde du *Rotkämpferbund* local, des communistes qui s'empressèrent de venir lui « flanquer une rossée prolétarienne ». Lors des obsèques du proxénète, Goebbels qualifia Horst Wessel de « martyr du mouvement ». Au bord de la tombe on chanta, arrangé sur une vieille mélodie populaire, le *Horst-Wessel-Lied* qui devint l'hymne nazi. « Je m'émerveille que le souteneur Horst Wessel [...] ait donné naissance à une légende et à une complainte, écrit Jean Genet dans *Notre-Dame-des-Fleurs*. [...] Toute l'Allemagne s'entendit seriner cet hymne de



Dernier refuge des révolutionnaires allemands Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht

gloire à la mémoire d'un homme qui, sans Goebbels, n'eût jamais figuré que sur des registres d'érou et dans la rubrique des faits divers. » De son côté, après avoir appris que les communistes Hans Ziegler et Sally Epstein avaient été condamnés à mort le 11 avril 1935 pour le meurtre de Horst Wessel, Bertolt Brecht écrivit un long texte, *La Légende de Horst Wessel**. Non sans l'ironie parodique qu'on lui connaît, il y dit trouver logique que les nationaux-socialistes aient fait d'un souteneur leur martyr, car « il n'y a pas de meilleure école du national-socialisme que le proxénétisme. [...] Celui-ci vit de son habileté à rabattre la classe exploitable vers la classe exploitante. » ■

* Bertolt Brecht, in *Écrits sur la politique et la société*, trad. Paul Dehem et Philippe Ivernel, L'Arche, 1970, pp. 162-169.